

# Portrait social de la Métropole de Lyon

Focus de la PFoss n°27

Janvier 2018

La Métropole de Lyon, née le 1<sup>er</sup> janvier 2015, est une collectivité territoriale créée par la fusion de la Communauté urbaine de Lyon et du Conseil général du Rhône sur les 59 communes qui composent le territoire du Grand Lyon. Elle rassemble toutes les missions de la communauté urbaine et du conseil départemental, entre autre celles liées à l'enfance et la famille et aux solidarités.

## Essor démographique marqué dans la Métropole de Lyon

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, la Métropole de Lyon, avec 1 354 476 habitants, concentre les trois quarts des rhodaniens et représente 17,3 % de la population régionale. Entre 2009 et 2014, la Métropole de Lyon a vu sa population croître au rythme annuel de 1,06 %. Elle concentre 22 % de la hausse de population régionale (Source : Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n°1).

La Métropole de Lyon est la première collectivité territoriale de la région par sa population.

|   | Métropole de Lyon | Auvergne-Rhône-Alpes | France métropolitaine |
|---|-------------------|----------------------|-----------------------|
| Population légale 2014                                    | 1 354 476         | 7 820 966            | 64 027 958            |
| Taux de variation annuel moyen de la population 2009-2014 | + 1,06 %          | + 0,79 %             | + 0,49 %              |

Source : Insee, Recensements de la population 2009 et 2014  
Tableau de bord social Auvergne-Rhône-Alpes - Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

## De fortes inégalités de revenus dans la Métropole de Lyon

La moitié de la population de la Métropole de Lyon vit avec des revenus disponibles supérieurs à 21 057 euros annuels (soit 1 755 euros mensuels) en 2014. Ce revenu médian favorable, supérieur aux médianes régionale et de France métropolitaine, masque de grandes disparités au sein de la métropole. Les ménages les plus modestes du Grand Lyon déclarent des revenus disponibles plus faibles qu'en moyenne régionale et nationale : le revenu des 25 % des habitants les plus pauvres est inférieur à 14 777 euros annuels (soit 1 231 euros mensuels) contre 15 512 euros pour la région. Le taux de pauvreté du Grand Lyon est, avec celui de l'Allier et après celui de la Drôme, le plus élevé de la région : 15,4 % des habitants de la métropole vivent sous le seuil de pauvreté.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Les comparaisons départementales sur les revenus et le seuil de pauvreté sont faites hors Nouveau Rhône (données non disponibles).

|   | Métropole de Lyon | Auvergne-Rhône-Alpes | France métropolitaine |
|---|-------------------|----------------------|-----------------------|
| Revenu médian 2014 (€)                        | 21 057            | 20 944               | 20 369                |
| 1 <sup>er</sup> quartile des revenus 2014 (€) | 14 777            | 15 512               | 14 899                |
| Taux de pauvreté 2014                         | 15,4 %            | 12,7 %               | 14,7 %                |

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal 2014  
Tableau de bord social Auvergne-Rhône-Alpes - Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

## Moins de chômeurs de longue durée qu'en moyenne régionale

Au 31 décembre 2015, la Métropole de Lyon enregistre 123 282 demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)<sup>1</sup>. Le Grand Lyon concentre près de 20 % des DEFM enregistrés en Auvergne-Rhône-Alpes, taux lié à sa démographie.

La Métropole de Lyon compte 8 109 bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS). Rapportés au nombre de demandeurs d'emploi, les allocataires de l'ASS du Grand Lyon sont relativement moins nombreux qu'en moyenne régionale (6,6 % contre 7,1 %).

<sup>1</sup> Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories A, B et C

|  | Métropole de Lyon | Auvergne-Rhône-Alpes |
|--|-------------------|----------------------|
| DEFM 2015                                      | 123 282           | 628 093              |
| Part des DEFM A parmi les DEFM A, B, C en 2015 | 66,2 %            | 63,8 %               |
| DEFM A en 2015                                 | 81 558            | 400 468              |

Source : Pôle emploi, Direction régionale (31/12/2015)  
Tableau de bord social Auvergne-Rhône-Alpes - Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

|                    | Ain   | Allier | Ardèche | Cantal | Drôme | Isère | Loire | Haute-Loire | Puy-de-Dôme | Rhône | Savoie | Haute-Savoie | Métropole de Lyon | Nouveau Rhône | Auvergne-Rhône-Alpes |
|--------------------|-------|--------|---------|--------|-------|-------|-------|-------------|-------------|-------|--------|--------------|-------------------|---------------|----------------------|
| Allocataires ASS   | 2 379 | 3 087  | 2 619   | 813    | 3 872 | 5 762 | 5 533 | 1 607       | 4 234       | 9 760 | 1 648  | 3 014        | 8 109             | 1 651         | 44 328               |
| Taux pour 100 DEFM | 5,5   | 10,6   | 8,9     | 9,5    | 7,8   | 6,0   | 8,7   | 9,3         | 8,0         | 6,4   | 5,4    | 5,3          | 6,6               | 5,9           | 7,1                  |

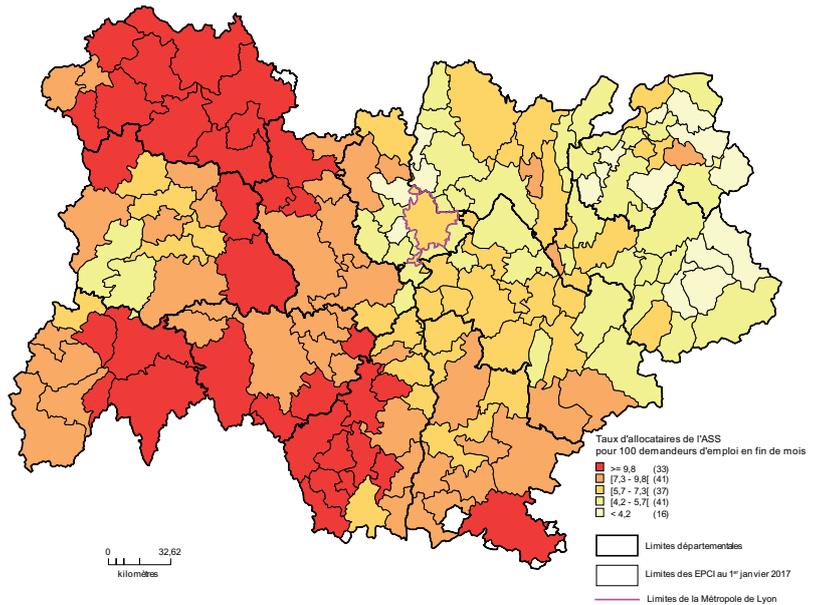
Source : Pôle emploi, Direction régionale (31/12/2015) - Tableau de bord social Auvergne-Rhône-Alpes - Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Du fait des conditions d'accès de l'ASS, près de la moitié des allocataires à l'échelle nationale ont 50 ans et plus et près de deux allocataires sur trois sont des personnes seules (Source : Panorama de la Drees, Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution, Édition 2017). La concentration plus forte d'allocataires de l'ASS sur un territoire reflète ainsi le poids des chômeurs de longue durée ayant épuisé leurs droits, notamment des seniors, ou la présence d'une population plus âgée.

La Métropole de Lyon, en raison de sa population, concentre 83 % des allocataires de l'ASS du Rhône dans son ensemble. Le poids des chômeurs de longue durée ayant épuisé leurs droits est plus marqué dans la Métropole de Lyon que dans le Nouveau Rhône.

L'allocation de solidarité spécifique (ASS) est l'un des minima sociaux destiné aux chômeurs ayant épuisé leur droit à l'assurance chômage et justifiant d'au moins cinq ans d'activité salariée (à temps plein ou à temps partiel) au cours des dix années précédant la rupture de leur contrat de travail. Elle est la principale allocation chômage du régime de solidarité financée par l'État. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, il n'est plus possible de cumuler l'ASS avec l'allocation aux adultes handicapés (AAH) (Source : Panorama de la Drees, Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution, Édition 2017).

### Taux d'allocataires de l'allocation de solidarité spécifique au 31 décembre 2015 pour 100 DEFM de catégorie A, B ou C par EPCI



Sources : Pôle Emploi, Direction régionale (31/12/2015)  
Tableau de bord social Auvergne-Rhône-Alpes - Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

## Part importante de la population résidant dans un foyer allocataire à bas revenus

### De nombreux foyers allocataires (Caf ou MSA) à bas revenus dans la Métropole de Lyon

Dans la Métropole de Lyon en 2015, 231 454 personnes vivent dans un foyer allocataire<sup>1</sup> à bas revenus, c'est-à-dire un foyer dont les ressources sont inférieures à 1 043 euros par mois. Cette situation concerne 17,1 % de la population du territoire, taux le plus élevé des départements de la région et supérieur à la valeur observée pour la France métropolitaine.

Après la communauté d'agglomération de Villefranche-sur-Saône, la Métropole de Lyon est l'ECPI du Rhône qui présente une proportion de sa population vivant dans un foyer allocataire à bas revenus la plus élevée.

Le Grand Lyon abrite aussi bien des populations très aisées que des populations en grande précarité. Les communes où les populations sont les plus précaires restent principalement celles de premières couronnes de l'est et du sud lyonnais. Au contraire, les communes de l'ouest sont les moins touchées par la précarité sociale (Source : Insee Analyses Rhône-Alpes n°22).

### 29,8 % des allocataires de prestations sociales (Caf et MSA) dépendent de ces prestations à plus de 50 %

En 2015, 69 606 allocataires de prestations sociales du Grand Lyon ont plus de la moitié de leurs ressources financières qui proviennent de ces prestations, le reste étant des ressources d'activité. Ils représentent près de trois allocataires sur dix, taux le plus élevé des départements de la région après l'Allier.

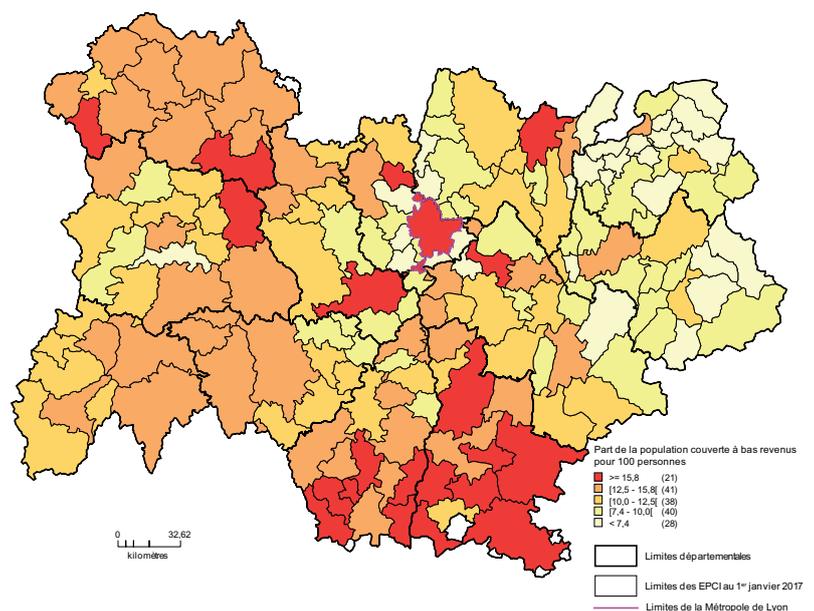
### Les prestations versées par les Caf et la MSA

Les prestations versées par les Caf et la MSA sont composées :

- des prestations familiales qui sont le reflet de la politique familiale ;
- des aides au logement attribuées sous condition de ressources ;
- des minima sociaux destinés aux plus démunis.

Les prestations sociales sont ainsi des compléments de revenu destinés à atténuer la précarité mais non à la faire disparaître.

### Part de la population couverte à bas revenus au 31 décembre 2015 pour 100 personnes par EPCI



Sources : Cnaf et CCMSA (31/12/2015) et Insee (RP 2014)  
Tableau de bord social Auvergne-Rhône-Alpes - Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

<sup>1</sup> Foyer allocataire percevant au moins une prestation sociale ou familiale versée par les Caisses d'allocations familiales (Caf) ou par la Mutualité sociale agricole (MSA).

|                          | Alloc. à bas revenus* | Pour 100 alloc.* | Population couverte par les alloc. à bas revenus | Part de la population couverte à bas revenus | Alloc. dépendants des prestations sociales** | Pour 100 alloc.* |
|--------------------------|-----------------------|------------------|--|--|--|------------------|
| Ain                      | 25 316                | 30,2             | 62 994   | 10,1   | 14 596                                       | 17,4             |
| Allier                   | 24 524                | 47,0             | 53 370   | 15,6   | 17 279                                       | 33,1             |
| Ardèche                  | 20 126                | 41,4             | 46 060   | 14,3   | 12 199                                       | 25,1             |
| Cantal                   | 8 492                 | 43,1             | 18 126   | 12,4   | 4 715  | 23,9             |
| Drôme                    | 33 942                | 42,0             | 80 974   | 16,2   | 21 177                                       | 26,2             |
| Isère                    | 66 731                | 34,8             | 157 193  | 12,6   | 42 351                                       | 22,1             |
| Loire                    | 47 440                | 39,5             | 114 697  | 15,1   | 32 077                                       | 26,7             |
| Haute-Loire              | 12 014                | 36,0             | 27 101   | 12,0   | 7 496  | 22,5             |
| Puy-de-Dôme              | 39 641                | 40,6             | 86 072   | 13,4   | 25 883                                       | 26,5             |
| Rhône                    | 117 084               | 39,1             | 274 797  | 15,3   | 80 192                                       | 26,8             |
| Savoie                   | 18 827                | 31,5             | 44 108   | 10,3   | 11 327                                       | 19,0             |
| Haute-Savoie             | 28 049                | 29,8             | 65 809   | 8,4  | 16 309                                       | 17,3             |
| <b>Métropole de Lyon</b> | <b>99 761</b>         | <b>42,7</b>      | <b>231 454</b>                                   | <b>17,1</b>                                  | <b>69 606</b>                                | <b>29,8</b>      |
| Nouveau Rhône            | 17 323                | 26,5             | 43 343   | 9,7  | 10 586                                       | 16,2             |
| Auvergne-Rhône-Alpes     | 442 186               | 37,4             | 1 031 301  | 13,2   | 285 601                                      | 24,2             |
| France métropolitaine    | 4 163 675             | 41,8             | 9 609 725  | 15,0   | 2 797 592                                    | 28,1             |

\* : de moins de 65 ans et non étudiants percevant au moins une prestation mensuelle

\*\* : pour lesquels les prestations représentent plus de la moitié des ressources brutes déclarées et des prestations

Sources : Cnaf et CCMSA (31/12/2015) et Insee (RP 2014) / Tableau de bord social Auvergne-Rhône-Alpes - Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

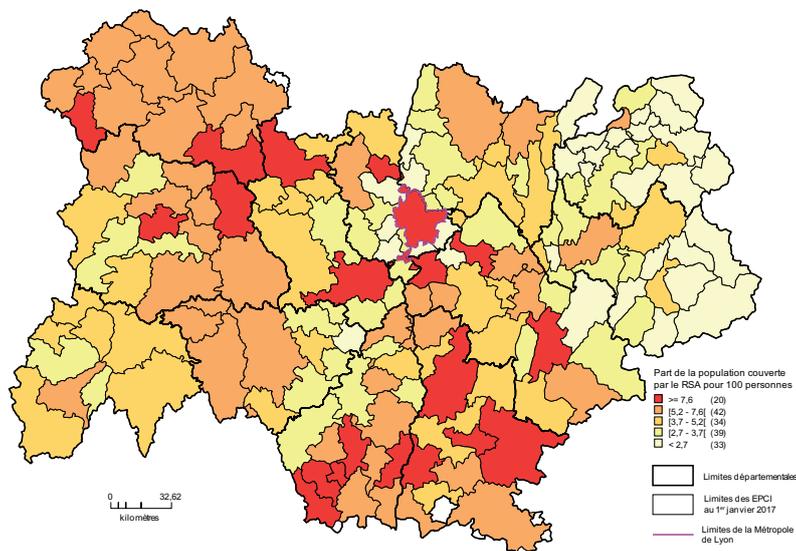
## Part de la population couverte par le RSA la plus élevée de la région

En 2015, 117 162 habitants de la Métropole de Lyon vivent dans un foyer allocataire du revenu de solidarité active (RSA), soit 8,6 % de la population du territoire. Cette part est la plus élevée des valeurs enregistrées dans les départements de la région.

Le RSA socle (minimum social) s'adresse aux personnes dont l'ensemble des ressources est inférieur à un montant forfaitaire, qu'elles aient un emploi (RSA socle et activité) ou non (RSA socle seul). Il est un marqueur de grande précarité en particulier en zone urbaine. Dans la Métropole de Lyon, la proportion de la population couverte par ce minimum social est, une fois encore, la plus élevée des départements de la région, caractérisant de nombreuses situations de précarité monétaire urbaine.

La composante « activité » du RSA soutient financièrement les familles dont les revenus d'activité sont faibles en leur apportant un complément de ressources. La Métropole de Lyon enregistre, avec la Drôme, la part de population vivant dans un foyer allocataire du RSA activité la plus élevée des départements de la région. Ce résultat révèle des situations de pauvreté au travail.

Part de la population couverte par le RSA au 31 décembre 2015 pour 100 personnes par EPCI

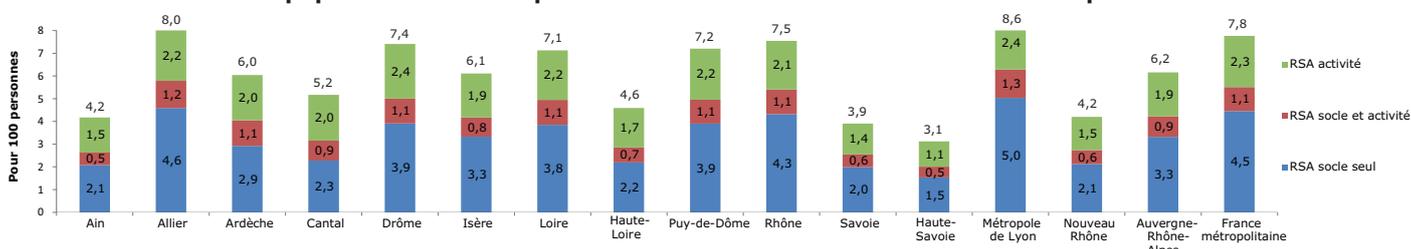


Sources : Cnaf et CCMSA (31/12/2015) et Insee (RP 2014)

Tableau de bord social Auvergne-Rhône-Alpes - Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité et la prime pour l'emploi (PPE). Le RSA est décrit ici tel qu'il fonctionnait jusqu'à la fin décembre 2015. Avec la disparition du RSA activité, le RSA ne comporte plus que son volet « minimum social », le RSA socle. (Source : Panorama de la Drees, Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution, Édition 2017)

Part de la population couverte par le RSA au 31 décembre 2015 selon la composante



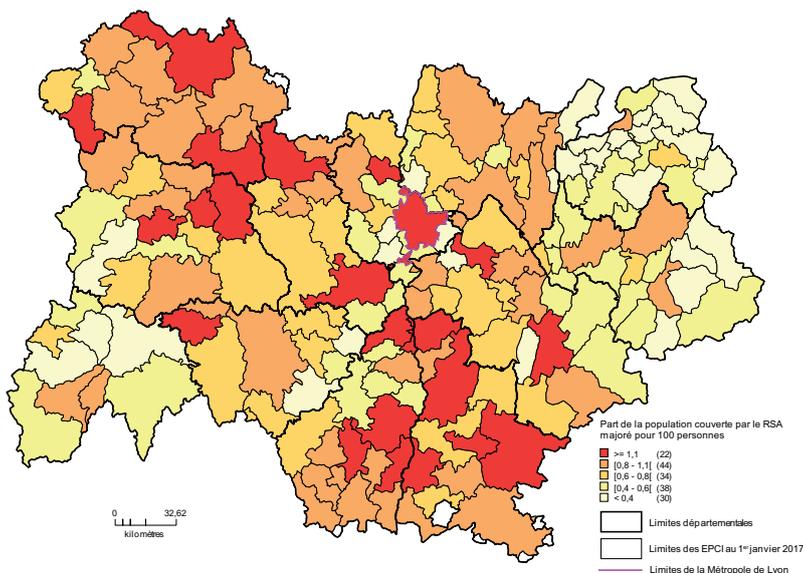
Sources : Cnaf et CCMSA (31/12/2015) et Insee (RP 2014) / Tableau de bord social Auvergne-Rhône-Alpes - Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Le RSA majoré est un minimum social destiné aux personnes isolées avec enfants à charge : 16 178 personnes vivent dans une famille monoparentale bénéficiant du RSA majoré en 2015 dans la Métropole de Lyon, soit 1,2 % de sa population. Cette part est la plus élevée des départements de la région après l'Allier et supérieure à la moyenne nationale.

Le taux observé dans le Grand Lyon est toutefois inférieur à celui de la communauté d'agglomération voisine de Villefranche Beaujolais Saône et proche des valeurs enregistrées dans les communautés urbaines Clermont Auvergne Métropole et Saint-Etienne Métropole.

Le RSA majoré (ancienne allocation parent isolé) prévoit une majoration pour les personnes assumant seules la charge d'enfants (ou enfants à naître), sans conditions d'âge, l'isolement étant un facteur aggravant de la précarité financière. Les allocataires du RSA majoré sont en grande majorité des femmes, soit 96 % à l'échelle nationale. Sont considérées comme isolées les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires, ne vivant pas en couple de manière notoire et permanente (Source : Panorama de la Drees, Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution, Édition 2017).

### Part de la population couverte par le RSA majoré au 31 décembre 2015 pour 100 personnes par EPCI



Sources : Cnaf et CCMSA (31/12/2015) et Insee (RP 2014)  
Tableau de bord social Auvergne-Rhône-Alpes - Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

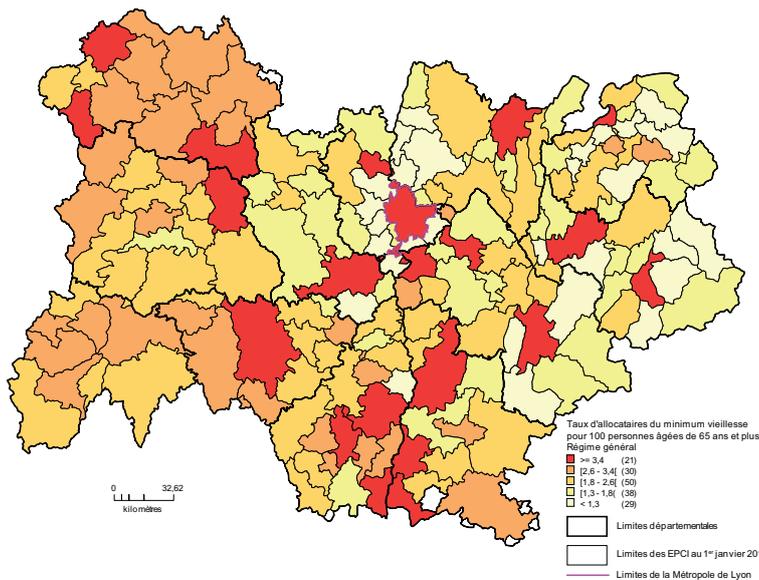
## 4,3 % des personnes de 65 ans et plus bénéficient du minimum vieillesse

Au 31 décembre 2015, 9 161 personnes âgées de 65 ans et plus bénéficient du minimum vieillesse dans la Métropole de Lyon. Cette population âgée marquée par une fragilité financière représente 4,3 % de la population du Grand Lyon de 65 ans et plus, taux le plus élevé des valeurs observées dans les départements de la région.

Ces personnes âgées fragilisées sont proportionnellement plus nombreuses dans les agglomérations. Toutefois, ce résultat doit être nuancé : les données, portant uniquement sur les bénéficiaires du régime général, excluent les personnes âgées affiliées à la MSA présentes majoritairement en milieu rural.

Le minimum vieillesse permet aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum légal de départ à la retraite en cas d'inaptitude au travail) d'accéder à un seuil minimal de ressources. Le minimum vieillesse comprend l'allocation supplémentaire aux personnes âgées (Aspa) et l'allocation supplémentaire d'invalidité (Asi) (nouveau dispositif) ainsi que l'allocation supplémentaire (art. L815-2 et art. 815-3) (ancien dispositif). Dès lors qu'un prestataire bénéficie de l'une ou de plusieurs de ces allocations (à titre de prestataire, de conjoint, ou des deux), on dit qu'il perçoit le Minimum Vieillesse.

### Taux d'allocataires du minimum vieillesse au 31 décembre 2015 pour 100 personnes de 65 ans et plus par EPCI (Régime général)



Sources : Carsat Auvergne, Carsat Rhône-Alpes (31/12/2015), Insee (RP 2014)  
Tableau de bord social Auvergne-Rhône-Alpes - Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes

|                                  | Ain   | Allier | Ardèche | Cantal | Drôme | Isère | Loire | Haute-Loire | Puy-de-Dôme | Rhône  | Savoie | Haute-Savoie | Nouveau-Rhône | Métropole de Lyon | Auvergne-Rhône-Alpes |
|----------------------------------|-------|--------|---------|--------|-------|-------|-------|-------------|-------------|--------|--------|--------------|---------------|-------------------|----------------------|
| Allocataires Min. vieillesse     | 2 040 | 2 740  | 2 002   | 966    | 3 126 | 5 659 | 4 380 | 1 363       | 3 625       | 10 500 | 1 760  | 2 455        | 1 339         | <b>9 161</b>      | 40 616               |
| Pour 100 pers. de 65 ans et plus | 2,0   | 3,2    | 2,8     | 2,6    | 3,1   | 2,7   | 2,8   | 2,8         | 2,8         | 3,6    | 2,2    | 2,0          | 1,8           | <b>4,3</b>        | 2,8                  |

Sources : Carsat Auvergne, Carsat Rhône-Alpes (31/12/2015), Insee (RP 2014) / Tableau de bord social Auvergne-Rhône-Alpes - Exploitation ORS Auvergne-Rhône-Alpes



**Pilotage de la PFoss Auvergne-Rhône-Alpes**  
Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes  
<http://auvergne-rhone-alpes.drdjscs.gouv.fr/>



**Animation de la PFoss Auvergne-Rhône-Alpes**  
Observatoire régional de la santé Auvergne-Rhône-Alpes  
[www.ors-auvergne-rhone-alpes.org](http://www.ors-auvergne-rhone-alpes.org)

**Directeur de publication** : Isabelle DELAUNAY (DRDJSCS Auvergne-Rhône-Alpes)

**Éditeur** : Plate-forme de l'observation sanitaire et sociale Auvergne-Rhône-Alpes

**Réalisation et rédaction** : Clémence LAVIER, Sylvie MAQUINGHEN et Laure VAISSADE (ORS Auvergne-Rhône-Alpes)

**Maquette** : Laure VAISSADE (ORS Auvergne-Rhône-Alpes)

**Document téléchargeable sur le site** : [www.pfoss-auvergne-rhone-alpes.fr](http://www.pfoss-auvergne-rhone-alpes.fr)

**Contact** : [coordination.pfoss@ors-auvergne-rhone-alpes.org](mailto:coordination.pfoss@ors-auvergne-rhone-alpes.org)